

## La Commission veut accélérer le traitement des arrivées de migrants

### LE RÉSUMÉ

La Commission européenne a proposé ce mardi des incitations financières pour convaincre les États européens de mettre en place des «centres contrôlés» où seraient identifiés les migrants.

L'exécutif européen propose aussi aux États 6.000 euros par personne débarquée qui serait transférée sur son sol.

Le ministre italien de l'Intérieur **Matteo Salvini a balayé cette proposition, jugeant le montant insuffisant.**

VINCENT GEORIS

Lors du dernier sommet européen, un psychodrame avait éclaté autour de la question migratoire. Le Premier ministre italien Giuseppe Conte (M5S) avait exigé des autres États européens qu'ils prennent en charge leur part de migrants. Pour apaiser Rome, deux concepts étaient nés au bout d'une nuit de crise: les «centres contrôlés» en Europe, où les migrants secourus seraient acheminés, et des «plateformes de débarquement» hors de l'UE.

La Commission européenne a publié ce mardi deux documents dans lesquels elle clarifie l'approche.

### Centres contrôlés

L'exécutif européen appelle les États à créer des centres contrôlés où les migrants débarqués seront triés entre candidats à la demande d'asile et

migrants économiques qui, eux, seraient ramenés dans leur pays.

«Ces centres seront mobiles ou non, ils varieront d'un État à l'autre. Leur valeur ajoutée sera de raccourcir les délais de traitement des données», dit une source de la Commission. L'idée est de traiter les arrivées plus rapidement. Une phase pilote pourrait démarrer «le plus vite possible».

La Commission met des «équipes de débarquement» à la disposition des États ouvrant leurs ports aux navires de sauvetage. Ces équipes seront composées, entre autres, de médecins, de gardes-côtes, d'interprètes, d'escortes pour le retour, d'experts en droit d'asile et en relocalisation.

L'établissement de ces centres sera volontaire. Pour inciter les gouvernements à participer, la Commission garantit une prise en charge des coûts opérationnels et d'infrastructure.

L'exécutif européen propose aussi de verser un montant de 6.000 euros par migrant débarqué à l'État qui accepterait de l'accueillir.

### Des camps qui n'en portent pas le nom

Ces «centres contrôlés» seront, dans les faits, des camps où les migrants seront retenus «entre quatre et huit semaines, le temps que leur situation soit réglée».

L'appellation de «camp» fut exclue pour éviter tout rapprochement avec le lourd passé de l'Allemagne. «Les gens vivront dans des conditions normales. On est là pour améliorer la situation», dit une

source de la Commission. Mais il est exclu d'en faire des «pôles d'attraction. Ce que nous voulons, c'est

casser les réseaux de trafiquants».

Dans le deuxième document, la Commission évoque, avec prudence, la création de «plateformes de débarquement» hors de l'UE, dans des États tiers comme la Tunisie, où les migrants secourus seraient acheminés. La Libye, où les migrants sont soumis à des traitements dégradants, est exclue de ce processus.

Il faudra convaincre les États tiers d'accueillir ces plateformes, qui seront financées par l'UE.

Les ambassadeurs des Vingt-huit doivent discuter ce mercredi de

cette proposition. Elle sera aussi abordée le 31 juillet à Genève lors d'une réunion entre l'UE, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

La Commission plaide pour une unité de vues. «Nous sommes prêts à aider les États membres et des pays tiers à mieux coopérer dans le débarquement des personnes secourues en mer», affirme Dimitri Avramopoulos, le commissaire aux Migrations, «mais pour que cela fonctionne immédiatement sur le terrain, nous avons besoin d'être unis, non seulement aujourd'hui mais aussi sur le long terme».

### Une crise politique pour déstabiliser l'UE

Ce plan visant à créer «un véritable partage des responsabilités au niveau régional» sera-t-il suivi? Sur papier, il répond à la crise politique déclenchée par l'Italie. Mais il est douteux qu'il suscite une vague spontanée de solidarité à travers l'UE.

En 2015, au plus fort de la crise migratoire, seule l'Allemagne et quelques États européens s'étaient montrés solidaires envers l'Italie et

la Grèce, en première ligne des arrivées. Les gouvernements populistes européens, comme ceux des anciens pays de l'Est, refusèrent de partager le poids de la migration, entretenant un sentiment anti-migrant et europhobe dans leur population.

Depuis trois ans, les arrivées ont chuté, pour revenir à des niveaux antérieurs à la crise. Les débarquements en Italie ont reculé de 85%.

La crise migratoire s'est muée en crise politique. Le gouvernement italien, une coalition entre le M5S populiste et la Ligue du Nord d'extrême droite, a fait de la migration son cheval de bataille pour affaiblir l'Union européenne.

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (la Ligue) a mis le feu aux poudres en interdisant, dès son arrivée au pouvoir, l'accès aux ports italiens des navires de sauvetage.

Sans surprise, M. Salvini a mal accueilli ce mardi la proposition de la Commission, trouvant «trop bas» le montant proposé par migrant. «Chaque demandeur d'asile coûte aux contribuables italiens entre 40.000 et 50.000 euros. Nous ne voulons pas de la charité de Bruxelles, nous ne voulons pas d'argent, nous voulons la dignité», a-t-il dit.

# 6.000 € par migrant

La Commission propose de verser aux États 6.000 euros pour chaque demandeur d'asile accueilli sur leur territoire.